

Résolution adoptée
Séance plénière du 9 mai 2023

Crise du secteur culturel : *l'urgence d'agir*

Déclaration des groupes CFDT, Outre-mer, et Santé & citoyenneté

Crise sanitaire, transition écologique, transition numérique et aujourd'hui crise énergétique ont bousculé le secteur de la culture dans ses pratiques et son financement. Ses acteurs, en particulier les artistes, mais aussi l'ensemble des métiers en lien avec la culture, sont de plus en plus touchés par la précarité.

Nous soulignons ici les maux des territoires ultramarins en ce domaine, qui, déjà avant les crises, souffraient d'un double handicap culturel :

- D'abord, celui du manque de formation initiale qui se traduit par l'exode des jeunes mais surtout par l'insuffisance des offres et des recrutements dans le secteur culturel et artistique ;
- Ensuite, celui de la faiblesse du déploiement des aides, particulièrement celles de l'Etat, en direction de la vulgarisation culturelle.

Aussi, et malgré les mesures déjà mises en place, des inquiétudes légitimes persistent elles.

Les obstacles politiques au financement de la culture mettent en péril la liberté artistique et menacent d'uniformiser les contenus culturels. Il est de notre responsabilité collective de garantir un soutien adéquat et équitable à la création et à la diffusion culturelle, préservant ainsi la diversité et l'indépendance de notre patrimoine culturel face aux phénomènes de repli.

Nos groupes insistent sur l'exigence de l'accessibilité aux activités culturelles, productions culturelles et pratique artistique pour tous et toutes, quel que soit le niveau socio-économique et sans discrimination liée au genre, aux situations de handicap ou aux lieux de vie (structures sanitaires, médico-sociales, pénitentiaires...), à l'âge, au territoire (zone rurale, quartiers prioritaires de la ville, territoires ultramarins...).

Ils rappellent que la culture, dans toute sa diversité, est un maillon essentiel de la cohésion sociale. Les outils et dispositifs existants souvent au niveau local doivent être valorisés. Les initiatives sont nombreuses, mais la mise en cohérence des actions souffre trop souvent d'un manque de coordination et d'écoute par les décideurs publics. La place des associations culturelles doit être ici reconnue pour leur rôle dans l'apprentissage d'activités artistiques mais aussi dans l'animation de la politique culturelle. La politique culturelle a besoin d'un choc de confiance entre les différents acteurs.

En outre, à l'aube des transitions nécessaires du secteur culturel, nos groupes soulignent l'importance de l'accompagnement et de la formation des travailleurs et travailleuses du secteur culturel.

Ainsi, maintenir et développer une politique culturelle ambitieuse, soucieuse d'offrir aux artistes un environnement favorable à la liberté de création, porteuse de lien social et de diversité culturelle est essentiel au vivre ensemble. Pour la vitalité d'une démocratie heureuse, la culture, à l'instar de l'éducation, est un ciment indispensable à une société inclusive, émancipatrice et durable. Comme nous le rappelle Edgar Morin, « La culture, c'est ce qui relie les savoirs et les féconde ».

Nos groupes ont voté cette résolution.